

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1981 Nr. 194

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Mali betreffende samenwerking inzake de oprichting van een centrum voor landbouwopleiding in het kader van het programma van het Office du Niger;
Dakar, 4 juni 1981*

B. TEKST

Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Mali relative à la coopération en matière de création d'un centre de formation agricole dans le cadre du programme de l'Office du Niger

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République du Mali (dénommés ci-après «les Parties Contractantes»),

Désireux de renforcer les liens d'amitié qui unissent leurs peuples et d'étendre en général les bonnes relations entre leurs pays,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Buts et durée de la coopération

1. Les Parties Contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre du Programme de l'Office du Niger afin de créer un Centre de Formation Agricole à Niono (C.F.A. dénommé ci-après «le Projet»).

2. Les buts généraux de ce Projet sont les suivants:

a. Mise sur pied de l'infrastructure nécessaire au Projet.

b. Former l'encadrement de base de l'Office du Niger, surtout en techniques de riziculture irriguée mais aussi en techniques culturales

pour toutes autres cultures présentes (canne à sucre, cultures maraîchères) et à venir (coton etc.).

c. Récycler les encadreurs de l'Office du Niger actuellement sur place pour les mêmes buts qu'en b.

d. Former des homologues Maliens pour la formation et la gestion du Centre.

3. Les activités susmentionnées seront réalisées dans le cadre du Plan d'Opération visé à l'article VIII.

4. La Coopération entre les Parties Contractantes est prévue pour une durée de 4 années.

5. Le Projet de coopération sera réalisé à Niono dans la zone d'Intervention de l'Office du Niger.

Article II

Contribution de chaque Partie Contractante

1. Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage:

- à financer l'infrastructure nécessaire à l'implantation du projet;
- à fournir le personnel néerlandais nécessaire à l'exécution des tâches prévues dans le Projet;
- à fournir le matériel, y compris les véhicules, nécessaire à l'exécution du Projet et à payer les frais de transport, d'assurance, d'entretien et d'utilisation;
- à fournir les fonds nécessaires au fonctionnement du Centre en dehors des frais d'entretien et de nourriture des élèves qui seront pris en charge par l'Office du Niger;
- à payer des indemnités et primes du personnel cadre d'exécution;
- à payer des indemnités mensuels aux élèves du Projet.

La valeur de la contribution néerlandaise sera 3.500.000 florins néerlandais.

2. Le Gouvernement du Mali s'engage:

- à mettre à disposition le personnel malien nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet, notamment les homologues des trois expatriés prévus et à payer leurs salaires et charges sociales.
- à fournir les fonds nécessaires à l'entretien et la nutrition des élèves.
- à faciliter auprès de tous les services intéressés les démarches que pourrait nécessiter le bon déroulement du Projet.

– à prendre en général toutes les mesures favorables à l'exécution du Projet.

Article III

Mesures à prendre par le Gouvernement du Mali en faveur du personnel néerlandais

1. Dans le cadre de ce Projet, le Gouvernement du Mali:

a. exemptera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel mis à disposition par le Gouvernement néerlandais (appelé ci-après «le personnel») de tout impôt et autres charges fiscales;

b. exemptera le personnel des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur l'équipement professionnel, importés au Mali dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à condition que ces biens soient réexportés du Mali au moment du départ ou après le départ dans le délai convenu avec le Gouvernement du Mali;

c. accordera le bénéfice de l'importation temporaire au personnel pour les véhicules automobiles dans les six mois suivant leur arrivée au Mali, étant entendu qu'en cas de vente d'un tel véhicule à une personne ne bénéficiant pas de mêmes privilèges, il sera soumis au paiement d'un droit d'importation basé sur la valeur estimée du véhicule au moment de sa vente;

d. exemptera le personnel et les membres de leur famille des obligations du service national;

e. accordera au personnel l'immunité de poursuites judiciaires en ce qui concerne toute parole dite ou écrite et en ce qui concerne tout acte exécuté par le personnel dans l'exercice de ses fonctions. Toutefois, dans le cadre du présent article, le personnel néerlandais et les membres de leur famille sont tenus de respecter les institutions maliennes et la législation en vigueur;

f. prendra des mesures en vue de la délivrance, à titre gratuit de visas d'entrée et de permis de travail au personnel qui est ou sera employé par le Gouvernement néerlandais pour exécuter le Projet;

g. accordera au personnel, pour toutes rémunérations versées par les autorités néerlandaises, les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

h. offrira au personnel et à leurs familles des facilités de rapatriement en période de crise nationale ou internationale.

2. En cas d'accident de travail entraînant la mort ou des lésions

corporelles d'un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers, le Gouvernement malien fournira l'assistance administrative et judiciaire requise pour parvenir à une solution heureuse du problème conformément à la législation en vigueur en République du Mali toutefois en tenant compte de cet Article sub 1e.

Article IV

Equipement néerlandais

1. Le Gouvernement du Mali exemptera de tout droit d'importation et autres charges fiscales l'équipement (y compris les véhicules automobiles) et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet.

2. Tous les équipements meubles et immeubles fournis et réalisés par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet seront transférés au Gouvernement malien à la fin du Projet.

Article V

Autorités compétentes et autorités exécutives

1. L'Autorité compétente néerlandaise est le Ministre pour la Coopération au Développement.

L'Autorité compétente malienne est le Ministre chargé de l'Agriculture.

2. Chaque autorité compétente a le droit de déléguer, en tout ou en partie les responsabilités qu'elle détient dans le cadre de ce Projet.

3. L'Autorité compétente néerlandaise désignera la Direction de la Coopération au Développement avec l'Afrique du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères dénommée ci-après la DAF comme l'autorité exécutive néerlandaise.

L'Autorité compétente malienne désignera l'Office du Niger comme l'autorité exécutive malienne.

Article VI

Status des responsables

1. Les autorités néerlandaises désigneront un Chef d'Equipe qui sera en même temps Directeur du Centre pendant la durée du Projet, les autorités maliennes désigneront l'homologue malien qui sera en même temps Co-Directeur du Centre pendant la durée du Projet.

2. Les autorités maliennes désigneront le Directeur du Projet étant le Chef des Services Agricoles de l'Office du Niger.

3. Le Directeur du Projet et le Chef d'Equipe sont tous les deux responsables du bon déroulement du Projet; le Directeur du Projet vis-à-vis des autorités maliennes, le Chef d'Equipe vis-à-vis des autorités néerlandaises.

4. En cas de désaccord entre le Directeur du Projet et le Chef d'Equipe dans les modalités de gestion des ressources financières ou dans l'exécution du programme du Projet, le Directeur Général de l'Office du Niger et le Directeur de la DAF se concerteront pour arbitrage.

Article VII

Gestion des Fonds

1. En ce qui concerne la contribution néerlandaise, il sera ouvert un compte spécial à la Banque de Développement du Mali qui fonctionnera sous la double signature du Directeur du Projet et le Chef d'Equipe.

2. Le compte rendu des contributions néerlandaises et maliennes fera l'objet de rapport trimestriel élaboré par le Directeur du Projet et le Chef d'Equipe, et adressé à la DAF, et à la Direction Générale de l'Office du Niger.

Article VIII

Plan d'Opération

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes établiront un Plan d'Opération indiquant la Contribution de chaque Partie, les tâches des experts, la description de l'équipement et du matériel devant être mis à disposition.

2. Le Plan d'Opération peut être modifié d'un commun accord entre les autorités exécutives.

Article IX

Rapports

1. Le Chef d'Equipe et son homologue malien soumettront aux autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du Projet.

2. A la fin du Projet, ils soumettront à toutes les parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du Projet.

Article X

Evaluation

Deux ans après le début du Projet, les autorités compétentes procéderont à son évaluation, par l'intermédiaire d'une commission nommée à cet effet. La composition et les pouvoirs de cette commission seront déterminés d'un commun accord par les Parties Contractantes.

Article XI

Différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera réglé par voie diplomatique.

Article XII

Dispositions finales

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les constitutions des deux pays avec effet rétroactif à partir du premier octobre 1980.

2. La présente Convention demeurera en vigueur pour une période initiale de 4 ans. Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, à moins de dénonciation trois mois avant la fin de la période de 4 ans. Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la Convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Dakar, le 4 juin 1981 en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas*

(s.) J. B. HOEKMAN
Ambassadeur des Pays-Bas

*Pour le Gouvernement de la
République du Mali*

(s.) M. DIAWARA
Ambassadeur de la République
du Mali

C. VERTALING

Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Mali betreffende samenwerking inzake de oprichting van een centrum voor landbouwopleiding in het kader van het programma van het Office du Niger

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Mali (hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”),

Geleid door de wens de vriendschapsbanden die hun volken verenigen aan te halen en in het algemeen de goede betrekkingen tussen hun landen uit te breiden,

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

Doelstellingen en duur van de samenwerking

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken in het kader van het programma van het Office du Niger¹ met het oog op de oprichting van een centrum voor landbouwopleiding – Centre de Formation Agricole, C.F.A. – te Niono (hierna te noemen „het project”).

2. De algemene doelstellingen van het project zijn:

a. De totstandbrenging van de voor het project noodzakelijke infrastructuur.

b. De opleiding van boerenvoorlichters op het laagste niveau van het Office du Niger, vooral in de technieken van de rijstcultuur met kunstmatige bevoeiing, maar ook in cultuurtechnieken voor alle andere aanwezige gewassen (suikerriet, tuinbouw) en toekomstige gewassen (katoen enz.).

c. Het bijscholen van de boerenvoorlichters van het Office du Niger die thans aldaar werkzaam zijn, voor dezelfde doelen als onder b.

d. Het opleiden van Malinese counterparts ten behoeve van de opleiding aan en het beheer van het centrum.

3. De hierboven genoemde activiteiten zullen worden uitgevoerd in het kader van het in artikel VIII bedoelde Werkplan.

¹) Organisatie belast met irrigatiewerkzaamheden op de linkeroever van de Niger.

4. De duur van de samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen is bepaald op 4 jaar.

5. Het samenwerkingsproject zal worden uitgevoerd in Niono in het gebied waar het Office du Niger zijn activiteiten ontplooit.

Artikel II

Bijdrage van elke Overeenkomstsluitende Partij

1. De Regering van Nederland verbindt zich ertoe:

- de vereiste infrastructuur voor de vestiging van het project te financieren;
- het voor de uitvoering van de taken, bedoeld in het project, benodigde Nederlandse personeel ter beschikking te stellen;
- het voor de uitvoering van het project noodzakelijke materiaal, met inbegrip van voertuigen, te verschaffen en de kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik te betalen;
- de nodige gelden te verschaffen voor het functioneren van het centrum, behalve de kosten van onderhoud en voeding van de leerlingen, die door het Office du Niger voor zijn rekening zullen worden genomen;
- de vergoedingen en premies van het uitvoerend kaderpersoneel te betalen;
- de maandelijkse vergoedingen aan de leerlingen van het project te betalen.

De waarde van de Nederlandse bijdrage zal 3.500.000 gulden bedragen.

2. De Regering van Mali verbindt zich ertoe:

- het voor de uitvoering van de werkzaamheden, bedoeld in het project, benodigde Malinese personeel ter beschikking te stellen, in het bijzonder de voorziene counterparts van de drie buitenlanders, en het betalen van hun salarissen en sociale lasten;
- de benodigde gelden te verschaffen voor het onderhoud en de voeding van de leerlingen;
- bij alle betrokken diensten het doen van stappen te vergemakkelijken die voor een goede voortgang van het project nodig kunnen zijn;
- in het algemeen alle maatregelen te nemen waardoor de uitvoering van het project wordt bevorderd.

Artikel III

Door de Regering van Mali te nemen maatregelen ten behoeve van de Nederlandse personeelsleden

1. In het kader van dit project zal de Regering van Mali:

a. alle vergoedingen die door de Nederlandse Regering worden betaald aan de door de Nederlandse Regering ter beschikking gestelde personeelsleden (hierna te noemen „de personeelsleden”) vrijstellen van alle belastingen en andere fiscale heffingen;

b. de personeelsleden vrijstellen van invoer- en douanerechten op nieuwe of gebruikte meubelen en persoonlijke bezittingen, alsmede op hun beroepsuitrusting, die in Mali worden ingevoerd binnen zes maanden na hun aankomst of die van hun gezinsleden, op voorwaarde dat deze goederen weder uit Mali worden uitgevoerd op het tijdstip van hun vertrek of na hun vertrek binnen een met de Regering van Mali overeengekomen termijn;

c. de personeelsleden het voorrecht toekennen van tijdelijke invoer van motorvoertuigen binnen zes maanden na hun aankomst in Mali, met dien verstande dat in geval van verkoop van een zodanig voertuig aan een persoon die niet dezelfde voorrechten geniet, dit wordt onderworpen aan betaling van invoerrechten, gebaseerd op de geschatte waarde van het voertuig op het tijdstip van de verkoop;

d. de personeelsleden en hun gezinsleden vrijstellen van de nationale dienstplicht;

e. de personeelsleden immuniteit verlenen van rechtsvervolgning betreffende elk gesproken of geschreven woord en elke handeling door dit personeel verricht in de uitoefening van zijn functies. In het kader van dit artikel zijn de Nederlandse personeelsleden en hun gezinsleden echter verplicht de Malinese instellingen en de van kracht zijnde wetgeving te eerbiedigen;

f. maatregelen nemen met het oog op de kosteloze afgifte van inreisvisa en werkvergunningen aan de personeelsleden die door de Nederlandse Regering in dienst zijn of zullen worden genomen voor de uitvoering van het project;

g. de personeelsleden, voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde vergoedingen de meest gunstige wisselfaciliteiten toekennen, met name rekeningen voor niet-ingezetenen;

h. de personeelsleden en hun gezinnen repatriëringsfaciliteiten bieden in tijden van nationale of internationale crisis.

2. Bij een arbeidsongeval dat de dood of het lichamelijk letsel van derden of schade aan goederen van derden ten gevolge heeft, verleent

de Malinese Regering de administratieve en juridische bijstand nodig voor een bevredigende oplossing van het probleem overeenkomstig de in de Republiek Mali van kracht zijnde wetgeving, zulks evenwel met inachtneming van het in het eerste lid, letter e van dit artikel bepaalde.

Artikel IV

Nederlandse uitrusting

1. De Regering van Mali stelt de uitrusting (met inbegrip van motorrijtuigen) en andere goederen die door de Nederlandse Regering in het kader van het project ter beschikking worden gesteld, vrij van alle invoerrechten en andere fiscale heffingen.

2. Alle roerende en onroerende goederen, ter beschikking gesteld c.q. tot stand gebracht door de Nederlandse Regering in het kader van het project zullen aan het einde van het project worden overgedragen aan de Malinese Regering.

Artikel V

Bevoegde en uitvoerende autoriteiten

1. De Nederlandse bevoegde autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

De Malinese bevoegde autoriteit is de Minister van Landbouw.

2. Elke bevoegde autoriteit heeft het recht de verantwoordelijkheden die zij in het kader van dit project heeft, geheel of gedeeltelijk over te dragen.

3. De Nederlandse bevoegde autoriteit wijst de Directie Ontwikkelingssamenwerking Afrika van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken, hierna te noemen „DAF”, aan als Nederlandse uitvoerende autoriteit.

De Malinese bevoegde autoriteit wijst het Office du Niger aan als Malinese uitvoerende autoriteit.

Artikel VI

Rechtspositie van de verantwoordelijke personen

1. De Nederlandse autoriteiten wijzen een teamleider aan, die tegelijkertijd directeur van het centrum zal zijn voor de duur van het project; de Malinese autoriteiten wijzen een Malinese counterpart aan, die tegelijkertijd mede-directeur van het centrum zal zijn voor de duur van het project.

2. De Malinese autoriteiten wijzen als directeur van het project aan het hoofd van de Landbouwdiensten van het Office du Niger.

3. De directeur van het project en de teamleider zijn beiden verantwoordelijk voor de goede voortgang van het project; de directeur van het project is verantwoordelijk jegens de Malinese autoriteiten, de teamleider is verantwoordelijk jegens de Nederlandse autoriteiten.

4. In geval van een geschil tussen de directeur van het project en de teamleider over de wijze van beheer van de financiële middelen of de uitvoering van het programma van het project, plegen de directeur-generaal van het Office du Niger en de directeur van „DAF” onderling overleg met het oog op arbitrage.

Artikel VII

Beheer van de middelen

1. Wat de Nederlandse bijdrage betreft, wordt er een bijzondere rekening geopend bij de Ontwikkelingsbank van Mali; voor transacties op deze rekening zijn de handtekening van zowel de directeur van het project als van de teamleider vereist.

2. De verslaglegging omtrent de Nederlandse en de Malinese bijdragen geschiedt in een driemaandelijks rapport, opgesteld door de directeur van het project en de teamleider, dat is gericht aan „DAF” en aan het Directoraat-Generaal van het Office du Niger.

Artikel VIII

Werkplan

1. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen een Werkplan op, waarin zijn aangegeven de bijdrage van iedere Partij, de taken van de deskundigen, de beschrijving van de uitrusting en de materialen die ter beschikking moeten worden gesteld.

2. Het werkplan kan in gemeen overleg tussen de uitvoerende autoriteiten worden gewijzigd.

Artikel IX

Verslaglegging

1. De teamleider en zijn Malinese counterpart leggen aan de uitvoerende autoriteiten een kwartaalverslag in de Franse taal voor over de voortgang der werkzaamheden in het kader van het project.

2. Aan het einde van het project leggen zij aan alle betrokken partijen een eindverslag in de Franse taal voor over alle aspecten van de in het kader van het project verrichte werkzaamheden.

Artikel X

Evaluatie

Twee jaar na het begin van het project wordt door de bevoegde autoriteiten een evaluatie gemaakt; hiermede wordt een daartoe benoemde commissie belast. De samenstelling en de bevoegdheden van deze commissie worden in gemeen overleg door de Overeenkomstsluitende Partijen bepaald.

Artikel XI

Geschillen

Ieder geschil met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel XII

Slotbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum waarop de beide Regeringen elkander schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutioneel vereiste procedures van beide landen is voldaan, en wel met terugwerkende kracht vanaf 1 oktober 1980.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een eerste periode van vier jaar. Zij wordt stilzwijgend verlengd voor een periode van een jaar, tenzij drie maanden voor het einde van de periode van vier jaar wordt opgezegd. Elke Regering heeft evenwel het recht te allen tijde deze Overeenkomst op te zeggen, met een opzegtermijn van drie maanden.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst slechts van toepassing op het Rijk in Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Dakar op 4 juni 1981 in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden*

(w.g.) J. B. HOEKMAN
Ambassadeur van het
Koninkrijk der Nederlanden

*Voor de Regering van de
Republiek Mali*

(w.g.) M. DIAWARA
Ambassadeur van
de Republiek Mali

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel XII, eerste lid, in werking treden, met terugwerkende kracht vanaf 1 oktober 1980, op de datum waarop de beide Regeringen elkander schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutionele vereiste procedures van beide landen is voldaan.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel XII, derde lid, alleen voor Nederland gelden.

Uitgegeven de eenendertigste augustus 1981.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW